

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 14–17 novembre 2011

## PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
WFP/EB.2/2011/9-B/1

17 octobre 2011

ORIGINAL: ANGLAIS

## AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT – PROGRAMME DE PAYS ÉGYPTE 104500 (2007–2011)

Favoriser la constitution de moyens de  
subsistance, la nutrition et la sécurité  
alimentaire

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires	20 587 686	19 669 459	40 257 145
Coût total pour le PAM	43 905 709	26 164 982	70 070 691

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

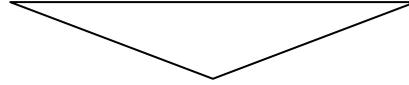
Directeur régional, ODC\*: M. D. Belgasmi tél.: 066513-3561

Attachée de liaison, ODC: Mme M. Jaring tél.: 066513-2342

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Bureau régional du Caire (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et Asie centrale)

## PROJET DE DÉCISION\*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 26,2 millions de dollars É.-U. pour le programme de pays Égypte 104500 (2007–2011) (WFP/EB.2/2011/9-B/1) ainsi que la prolongation du programme pour une période d'un an, de janvier à décembre 2012.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. En cette période de transition nationale, de stagnation économique et de forte insécurité alimentaire, la présente révision budgétaire prévoit de prolonger d'un an le programme de pays Égypte 104500, de façon à élargir l'aide au développement du PAM pour 2012 et à porter assistance à 685 000 personnes exposées à l'insécurité alimentaire, soit une augmentation de 60 pour cent par rapport à la période 2007–2011. Ses objectifs sont les suivants:
  - regrouper les activités de la composante 1, en renforçant les filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire;
  - élargir la composante 2, en favorisant l'éducation des filles et l'éducation préscolaire et en luttant contre l'exploitation du travail des enfants;
  - élargir la composante 3, en soutenant des activités créatrices d'avoirs destinées aux ménages vulnérables de certaines régions; et
  - ajouter une composante (composante 4), afin d'améliorer la nutrition des enfants pendant les 1 000 jours suivant la conception<sup>1</sup>.
2. Plus précisément, cette révision budgétaire permettra:
  - de prolonger de 12 mois le programme de pays, jusqu'au 31 décembre 2012;
  - d'acheter 24 476 tonnes de produits alimentaires supplémentaires, pour une valeur de 19,7 millions de dollars;
  - de couvrir les coûts de transport extérieur, les autres coûts opérationnels directs et les coûts d'appui directs, d'un montant de 4,7 millions de dollars; et
  - de couvrir les coûts d'appui indirects supplémentaires, à hauteur de 1,7 million de dollars.
3. En 2013, le PAM lancera un nouveau programme de pays conforme au nouveau Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD). Avec l'accord du Gouvernement égyptien, l'équipe de pays des Nations Unies a décidé de reporter la mise en place du prochain PNUAD, afin d'y intégrer les nouvelles priorités de développement découlant des transitions sociopolitique et économique survenues en 2011.

## JUSTIFICATION DE LA PROLONGATION DU PROGRAMME ET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

### Résumé des activités actuelles du programme de pays

4. Le programme de pays renforce les filets de sécurité axés sur l'alimentation en développant les capacités, en proposant des modèles de meilleures pratiques pour l'alimentation scolaire et en réalisant des activités Vivres pour la création d'avoirs, ce à travers trois composantes:

<sup>1</sup> Chez les enfants de moins de 2 ans, la malnutrition peut compromettre le développement physique et mental normal jusqu'à l'âge adulte.

5. *Composante 1 – Appui aux réformes par un renforcement des capacités.* Les objectifs sont les suivants: renforcer les capacités gouvernementales nécessaires pour réaménager les programmes concernant les filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire; lancer des stratégies nationales de nutrition, et se préparer et faire face aux situations d'urgence, grâce à la formation et à des informations actualisées sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité; et réduire les carences en micronutriments grâce à l'enrichissement des aliments, en particulier l'ajout de fer et d'acide folique à la farine de blé et de vitamines A et D à l'huile végétale. L'assistance technique destinée à améliorer le programme national de subventions alimentaires concerne plus de 60 millions d'Égyptiens: un examen de la chaîne d'approvisionnement en farine de blé et en pain subventionnés a mis en évidence qu'il était possible de réduire les coûts de 26 pour cent. Cinquante millions de personnes ont reçu de la farine de blé enrichie, et plus de 60 millions devraient recevoir de l'huile végétale enrichie d'ici à la fin de l'année 2012.
6. *Composante 2 – Activités Vivres pour l'éducation.* L'objectif du PAM est de réduire les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation; de faciliter l'accès à l'éducation préscolaire et primaire; et, en soulageant la faim immédiate, de permettre aux enfants de mieux se concentrer et de mieux assimiler les informations. Les zones ciblées sont notamment les gouvernorats exposés à l'insécurité alimentaire en Haute-Égypte et dans le Sinaï. Le PAM a mis en place des activités d'alimentation scolaire et d'éducation nutritionnelle pour venir en aide aux enfants participant au projet d'amélioration de l'enseignement préscolaire dans les gouvernorats les plus marginalisés de Haute-Égypte. Il a également distribué aux écoliers des barres enrichies à base de dattes et des rations à emporter à la maison, afin d'inciter les parents à envoyer leurs enfants à l'école. Parmi les écoles aidées figurent celles qui prennent part à l'initiative pour l'éducation des filles ainsi que les établissements communautaires qui encouragent les élèves ayant abandonné l'école à y revenir et qui accueillent les enfants n'ayant pas accès aux écoles primaires classiques. Les bénéficiaires sont notamment des enfants qui ont pu quitter le marché du travail grâce au projet de lutte contre le travail des enfants mené en partenariat avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). En 2010, le PAM a distribué quotidiennement des collations enrichies à environ 200 000 écoliers, et des rations à emporter à 43 000 élèves.
7. *Composante 3 – Aide aux groupes vulnérables par la création d'avoirs.* L'objectif prioritaire est de consolider les moyens de subsistance des communautés vulnérables en aidant celles-ci à devenir autonomes et en créant des avoirs matériels et du capital humain. Cette composante a permis à 36 000 personnes pauvres vivant dans des régions rurales des gouvernorats de Haute-Égypte, du Sinaï et de la mer Rouge d'acquérir de nouvelles qualifications et de se constituer des avoirs productifs<sup>2</sup>.

## Conclusions et recommandations issues du réexamen des besoins et de l'évaluation

8. La forte dépendance de l'Égypte à l'égard des importations de vivres (le pays est le premier importateur mondial de blé) l'expose aux chocs dus à la hausse des prix des produits alimentaires. La plupart des aliments consommés par les ménages, y compris dans les zones rurales, sont achetés et non produits directement. Bien que le pain et d'autres produits alimentaires de première nécessité soient subventionnés, les consommateurs souffrent de la hausse du prix des produits de base sur le marché intérieur (le blé et le riz,

---

<sup>2</sup> À la suite de la crise libyenne qui a éclaté en 2011, cette assistance a été élargie en Haute-Égypte à 70 000 migrants semi-qualifiés de retour au pays, au moyen d'activités Vivres pour la formation (VPF) assurées dans le cadre de l'opération d'urgence du PAM pour la région de l'Afrique du Nord.

par exemple, ont augmenté respectivement de 32 et 42 pour cent en 2010)<sup>3</sup>. L'inflation devrait atteindre un niveau record de 15 pour cent courant 2011<sup>4</sup>. Le PAM suit les prix des produits alimentaires sur les marchés locaux et publie des bulletins bimensuels à l'intention de tous les partenaires de développement depuis février 2011.

9. Une étude approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité en Égypte<sup>5</sup>, réalisée à partir des données de 2008/2009, a révélé une prévalence de 6 pour cent de la pauvreté extrême et de 22 pour cent de la pauvreté. Ce sont les zones rurales qui enregistrent les taux les plus élevés, avec 16 pour cent pour la pauvreté extrême et 44 pour cent pour la pauvreté, les taux de dénuement étant, quant à eux, très variables. Le taux de retard de croissance chez les enfants âgés de moins de 5 ans est passé de 23 à 29 pour cent entre 2005 et 2008<sup>6</sup>, en grande partie du fait de régimes alimentaires inadéquats et de la mauvaise qualité de l'eau et de l'assainissement dans certaines localités.
10. Entre autres facteurs influant sur la sécurité alimentaire des ménages figurent l'augmentation du prix des produits alimentaires, les troubles politiques survenus depuis le début de l'année 2011 et la crise en Libye. De manière générale, les familles doivent faire face à des pénuries de produits alimentaires subventionnés et d'autres produits de base<sup>7</sup>. Les revenus des personnes qui travaillaient auparavant dans le tourisme et la construction, originaires pour la plupart de la région la plus pauvre de Haute-Égypte, ont fortement chuté. Les communautés vulnérables sont confrontées au tarissement des envois de fonds à mesure que les migrants reviennent de Libye.
11. Il est ressorti de l'évaluation à mi-parcours réalisée en 2009<sup>8</sup> que le programme de pays était adapté aux besoins et aux priorités. L'équipe d'évaluation avait recommandé: i) la prolongation du projet de lutte contre le travail des enfants, qui obtenait de bons résultats; ii) le renforcement des capacités du PAM dans les domaines de la nutrition, de la vulnérabilité et de l'analyse de la sécurité alimentaire; iii) une évaluation technique du programme d'enrichissement de la farine; iv) la réduction des retards de financement se répercutant sur la composante Alimentation scolaire; et v) un réexamen des activités Vivres pour la création d'avoins (VCA) menées dans la région du lac du grand barrage, dont la viabilité suscitait quelques inquiétudes. Pour donner suite à ces recommandations, le PAM a: i) prolongé le projet de lutte contre le travail des enfants; ii) recruté deux nutritionnistes sur le plan national et un fonctionnaire chargé de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ACV) pour appuyer le programme de pays; iii) entrepris une étude sur la corrélation entre la consommation de pain enrichi et les taux d'hémoglobine; iv) mobilisé des ressources supplémentaires pour la composante relative à l'alimentation scolaire; et v) mené une mission d'évaluation préalable pour réexaminer les activités VCA, et élaboré un cadre adapté aux activités futures.

<sup>3</sup> FAO/Système mondial d'information et d'alerte rapide. 2011. *North Africa Brief*. Mars 2011.

<sup>4</sup> Economist Intelligence Unit 2011. *Egypt Country Report*. Mars 2011.

<sup>5</sup> PAM/analyse et cartographie de la vulnérabilité. 2011. *Secondary Data Analysis of the Food Security Situation in Egypt*, mai 2011.

<sup>6</sup> Enquête démographique et sanitaire. 2009.

<sup>7</sup> PAM/UNICEF. 2011. *Rapid Assessment on the Situation of Returnees from Libya in the Governorates of Assiut and Sohag*, mars 2011.

<sup>8</sup> WFP/EB.A/2010/7-B.

12. La présente révision budgétaire tient compte de l'examen approfondi de la stratégie de pays réalisé par le PAM en 2010<sup>9</sup> et de l'analyse de situation entreprise la même année dans la perspective du PNUAD pour 2012–2016.
13. Avec le concours du Gouvernement, le PAM étudiera la possibilité d'utiliser des transferts monétaires et des bons d'alimentation dans le cadre de l'assistance alimentaire en Égypte. Il élabore actuellement un projet pilote d'adaptation aux changements climatiques, qui est en attente d'une autorisation de la part des institutions techniques nationales compétentes.

### **Finalité de la prolongation et de l'augmentation budgétaire**

14. L'évolution de la situation en Égypte en 2011 et les tensions supplémentaires que subissent les moyens de subsistance de millions de personnes vulnérables appellent un renouvellement du soutien des partenaires de développement. L'équipe de pays des Nations Unies réexamine actuellement sa stratégie de développement, et les organismes membres du Groupe des Nations Unies pour le développement sont convenus de prolonger d'un an leurs programmes de pays respectifs. La stratégie révisée sera présentée sous la forme d'un nouveau PNUAD après les élections législatives égyptiennes prévues pour la fin de l'année 2011.
15. L'augmentation budgétaire et la prolongation du programme de pays permettront au PAM de poursuivre ou d'élargir ses interventions, afin de soutenir l'Égypte pendant cette période de transition politique et sociale. Les objectifs actuels du programme de pays sont maintenus; seule la prévention du retard de croissance leur est ajoutée.
16. Le PAM entend réaliser les objectifs du programme de pays en 2011 selon les modalités suivantes<sup>10</sup>:
17. *Composante 1 – Appui aux réformes par un renforcement des capacités.* Le PAM continuera de proposer ses compétences techniques dans les domaines de l'ACV, du ciblage, du suivi et de la gestion des systèmes alimentaires, afin de soutenir le Gouvernement dans sa réforme des programmes de protection sociale appuyés par une aide alimentaire, en particulier le dispositif de subventions des produits alimentaires et les activités d'alimentation scolaire. Le PAM continuera également de renforcer les capacités nécessaires pour enrichir la farine de blé et l'huile végétale en micronutriments.
18. *Composante 2 – Activités Vivres pour l'éducation.* Le PAM aidera 202 000 personnes supplémentaires en distribuant des rations à emporter aux élèves présents pendant au moins 80 pour cent des jours de classe. Les écoles ciblées se trouvent dans des zones isolées et vulnérables de Haute-Égypte, où il subsiste d'importantes disparités entre les sexes en termes de scolarisation et de fréquentation scolaire.
19. *Composante 3 – Aide aux groupes vulnérables par la création d'avoirs.* Les activités VPF et VCA seront élargies à 89 000 bénéficiaires supplémentaires, en partenariat avec le Ministère de la main d'œuvre et de l'émigration, l'OIT et le Ministère de la solidarité et de la justice sociales. Comme dans le programme de pays actuel, ces activités viseront à renforcer les compétences négociables sur le marché du travail et à créer des avoirs communautaires: transformation des produits alimentaires; installation de points d'eau et d'exploitations agricoles productives; formation professionnelle et gestion de microentreprises; techniques agricoles pour les petits exploitants; et construction d'écoles, de centres de soins et d'autres infrastructures communautaires importantes.

<sup>9</sup> Les rapports techniques peuvent être obtenus auprès du bureau de pays.

<sup>10</sup> Le cadre logique révisé (annexe II) définit les buts, objectifs et cibles d'ordre général.

20. *Composante 4 – Appui à la nutrition.* La présente révision budgétaire ajoute un objectif, à savoir prévenir le retard de croissance pendant les 1 000 jours qui suivent la conception. Un programme de nutrition pilote utilisant des aliments complémentaires destinés aux enfants âgés de 6 à 24 mois et sensibilisant les femmes enceintes et les mères allaitantes à la nutrition doit être mis en œuvre avec le concours du Ministère de la santé, de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de l'UNICEF par le truchement du système de soins de santé primaires. Ce programme repose sur une mission d'évaluation technique préalable demandée par le Gouvernement, et devrait être élargi afin de répondre aux besoins nutritionnels croissants.

<b>TABLEAU 1: VENTILATION DES BÉNÉFICIAIRES, PAR COMPOSANTE</b>				
<b>Composante*</b>	<b>Catégorie de bénéficiaires</b>	<b>Nombre actuel</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Nombre révisé</b>
<b>Composante 2</b> Activités Vivres pour l'éducation	Écoliers, sur place	219 000	-	219 000
	Rations à emporter (membres de la famille)**	218 000	202 000	420 000
<b>Composante 3</b> Aide aux groupes vulnérables par la création d'avoirs	VCA	14 000	11 000	25 000
	VPF (participants/membres de la famille)	22 000	78 000	100 000
<b>Composante 4</b> Appui à la nutrition	Nourrissons (6 à 24 mois)***	-	5 000	5 000
<b>TOTAL</b>		<b>430 000</b>	<b>255 000</b>	<b>685 000</b>

\* La composante 1 ne comprend pas de distribution directe de vivres aux bénéficiaires.

\*\* Nombre total de bénéficiaires, calculé sur la base d'un ménage de cinq personnes, en tenant compte du chevauchement avec les bénéficiaires qui reçoivent des barres à base de dattes dans les écoles.

\*\*\* 50 g de suppléments alimentaires prêts à consommer pour les enfants âgés de 6 à 24 mois, et produits frais pour les femmes enceintes et les mères allaitantes.

21. La couverture géographique et le ciblage des bénéficiaires resteront pour l'essentiel identiques à ceux du programme de pays actuel. Les groupes cibles supplémentaires seront: i) les habitants de Haute-Égypte ayant perdu leurs moyens de subsistance en raison du ralentissement économique provoqué par la crise récente; et ii) les enfants et les femmes bénéficiant du programme de nutrition pilote.

22. *Évaluation des risques:* au milieu de l'année 2010, le PAM a mené une évaluation des risques, élaboré un registre des risques et pris des mesures d'atténuation, dont le renforcement de certaines procédures et l'adaptation de sa structure organisationnelle. S'agissant du programme de pays révisé, les principaux risques contextuels sont: i) la persistance de l'instabilité politique en Égypte et les changements répétés de gouvernement, qui perturbent la continuité institutionnelle; et ii) la détérioration de la sécurité, en particulier dans des régions comme le Sinaï, qui limite l'accès du personnel du PAM chargé des évaluations, des distributions et du suivi. Le principal risque d'ordre programmatique est que les partenaires coopérants du PAM n'aient plus les capacités ni les moyens nécessaires pour assurer régulièrement les distributions de vivres. Le principal risque institutionnel concerne la sécurité du personnel du PAM et de ses partenaires dans les situations d'instabilité. Il existe aussi un risque de pénuries de ressources, bien qu'il ressorte des premières informations disponibles que d'importants donateurs et partenaires du secteur privé sont disposés à consacrer les ressources nécessaires au programme de pays révisé. Le PAM continuera de faire appel à des contributions locales.

## BESOINS ALIMENTAIRES

23. Les rations alimentaires prévues pour la composante relative à la création d'avoirs demeureront inchangées. Pour la composante concernant l'alimentation scolaire, de l'huile végétale sera ajoutée à la ration à emporter. La nouvelle composante Appui à la nutrition nécessite l'achat de suppléments alimentaires prêts à consommer. Les besoins alimentaires correspondant à la révision budgétaire proposée sont indiqués dans le tableau 2.

<b>TABLEAU 2: BESOINS ALIMENTAIRES, PAR COMPOSANTE</b>				
<b>Composante</b>	<b>Produits alimentaires/ espèces/bons</b>	<b>Besoins alimentaires (en tonnes)</b>		
		<b>Besoins actuels</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Total révisé</b>
Composante 2 – Activités Vivres pour l'éducation	Produits alimentaires	19 021	14 767	33 788
Composante 3 – Aide aux groupes vulnérables par la création d'avoirs	Produits alimentaires	13 223	9 540	22 763
Composante 4 – Appui à la nutrition	Produits alimentaires	-	169	169
<b>TOTAL</b>		<b>32 244</b>	<b>24 476</b>	<b>56 720</b>

## ANNEXE I-A

<b>VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE</b>			
<b>Produits alimentaires<sup>1</sup></b>	<b>Quantité (en tonnes)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>
Céréales	17 328	9 156 999	
Légumes secs	900	718 425	
Huile et matières grasses	2 219	3 885 469	
Aliments composés et mélanges	4 029	5 908 566	
<b>Total, produits alimentaires</b>	<b>24 476</b>	<b>19 669 459</b>	
<b>Total partiel, produits alimentaires</b>			<b>19 669 459</b>
Transport extérieur			29 908
Autres coûts opérationnels directs			2 516 882
Coûts d'appui directs <sup>2</sup> (voir l'annexe I-B)			2 237 006
<b>Total des coûts directs pour le PAM</b>			<b>24 453 255</b>
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) <sup>3</sup>			1 711 728
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>26 164 982</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

<sup>2</sup> Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

**ANNEXE I-B**

<b>BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel et frais connexes</b>	
Administrateurs recrutés sur le plan international	494 520
Personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national	197 527
Personnel local – agents des services généraux	81 634
Personnel local – assistance temporaire	627 082
Personnel local – heures supplémentaires	7 456
Consultants internationaux	124 800
Consultants nationaux	85 344
Services de conseil commercial	14 211
Voyages officiels du personnel	243 856
<b>Total partiel</b>	<b>1 876 430</b>
<b>Dépenses récurrentes</b>	
Location des locaux	72 002
Charges (électricité, etc.)	13 924
Fournitures de bureau et petit matériel	48 889
Communications	66 616
Réparation et entretien du matériel	3 775
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	17 444
Aménagement des bureaux et réparations	39 117
Prestations d'organismes des Nations Unies	22 216
<b>Total partiel</b>	<b>283 983</b>
<b>Dépenses de matériel et d'équipement</b>	
Location de véhicules	30 600
Matériel de communication	36 000
Dépenses locales de sécurité	9 993
<b>Total partiel</b>	<b>76 593</b>
<b>TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>2 237 006</b>



## ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p><b>Effets directs du PNUAD</b></p> <p><b>Effet direct 1 du PNUAD:</b> d'ici à 2011, les résultats et les comptes rendus de l'action gouvernementale dans les domaines de la programmation, de l'exécution et de la coordination des mesures, en particulier celles visant à réduire l'exclusion, les vulnérabilités et les inégalités entre les sexes, sont améliorés</p> <p><b>Effet direct 2 du PNUAD:</b> d'ici à 2011, le chômage et le sous-emploi reculent et les pires formes de travail des enfants sont éliminées</p> <p><b>Effet direct 3 du PNUAD:</b> d'ici à 2011, les écarts régionaux en termes de développement humain sont réduits, y compris les inégalités entre les sexes, et la durabilité environnementale est améliorée</p> <p><b>Effet direct 4 du PNUAD:</b> d'ici à 2011, la participation des femmes au monde du travail, de la politique et à la vie publique s'est accrue et leurs droits fondamentaux se concrétisent de plus en plus.</p>	<p><b>Produits du PNUAD</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Taux de pauvreté</li>   <li>➤ Taux d'emploi</li>   <li>➤ Scolarisation nette dans les écoles primaires de Haute-Égypte et des gouvernorats situés aux confins du pays, par sexe</li> <li>➤ Taux de mortalité avant 5 ans pour 1 000 naissances vivantes</li>   <li>➤ Taux d'alphabétisation des femmes (15–24 ans)</li> </ul>	
<p><b>Objectif stratégique 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets</b></p> <p><b>But – Protéger et renforcer la résistance aux chocs des communautés, notamment l'adaptation aux changements climatiques, grâce à des programmes de protection sociale ou de création d'avoirs</b></p> <p><b>Composante 3 – Aide aux groupes vulnérables par la création d'avoirs</b></p>		
<p><b>Effet direct:</b></p> <p>Réduction des risques de catastrophe dans les communautés ciblées</p>	<p><b>Indicateurs d'effets directs:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Score des ménages en termes d'avoirs</li> <li>➤ Score des communautés en termes d'avoirs</li> </ul>	
<p><b>Produits:</b></p> <p>Produits alimentaires et non alimentaires de qualité distribués en toute sécurité et en quantité suffisante aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés</p> <p>Avoirs permettant d'atténuer les effets des catastrophes créés ou restaurés par les communautés ciblées</p>	<p><b>Indicateurs de produits:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et non alimentaires, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus</li> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type, en pourcentage des distributions prévues</li> <li>➤ Quantité d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type, en pourcentage des distributions prévues</li> </ul>	<p>Des ressources sont mobilisées</p> <p>Le Gouvernement tient ses engagements</p> <p>Les données disponibles sont exactes</p>

<b>ANNEXE II: CADRE LOGIQUE</b>		
<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de performance</b>	<b>Risques et hypothèses</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantité distribuée d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux, par type, en pourcentage des distributions effectives</li> <li>➤ Quantité de produits non alimentaires distribués, par type, en pourcentage des distributions prévues</li> <li>➤ Réduction des risques et création ou restauration d'avoirs permettant d'atténuer les effets des catastrophes, par type et unité de mesure</li> </ul>	La communauté participe aux opérations
<p><b>Objectif stratégique 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition</b></p> <p><b>Buts – Aider les pays à ramener les taux de dénutrition en deçà du seuil critique et briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération; et relever le niveau de l'éducation, de la nutrition et de la santé de base grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle et à des outils destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle</b></p> <p><b>Composante 2 – Activités Vivres pour l'éducation</b></p> <p><b>Composante 4 – Appui à la nutrition</b></p>		
<p><b>Effets directs:</b></p> <p>Augmentation de la capacité de production d'aliments enrichis, y compris les compléments alimentaires et les suppléments nutritionnels spéciaux</p> <p>Amélioration de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain dans les écoles appuyées par le PAM</p> <p>Amélioration de l'état nutritionnel des femmes, des filles et des garçons ciblés</p>	<p><b>Indicateurs d'effets directs:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Augmentation en pourcentage de la production d'aliments enrichis, y compris les compléments alimentaires et les suppléments nutritionnels spéciaux</li> <li>➤ Prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de 5 ans (taux différents)</li> <li>➤ Scolarisation: taux annuel moyen de variation du nombre de filles inscrites</li> </ul> <p>Cible: augmentation de 10 %</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Taux de fréquentation: nombre de jours pendant lesquels les filles et les garçons vont en classe, en pourcentage du nombre total de jours de classe</li> <li>➤ Ratio filles/garçons scolarisés</li> <li>➤ Prévalence du retard de croissance chez les enfants ciblés de moins de 2 ans</li> </ul>	



## ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p><b>Produits:</b></p> <p>Produits alimentaires et non alimentaires de qualité distribués en toute sécurité et en quantité suffisante aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés</p> <p>Couverture du programme d'alimentation scolaire alignée sur le programme de travail</p> <p>Produits alimentaires et non alimentaires de qualité distribués en toute sécurité et en quantité suffisante aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés</p>	<p><b>Indicateurs de produits:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et non alimentaires, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus</li> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type, en pourcentage des distributions prévues</li> <li>➤ Quantité d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type, en pourcentage des distributions prévues</li> <li>➤ Quantité d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type, en pourcentage des distributions effectives</li> <li>➤ Quantité de produits non alimentaires distribués, par type, en pourcentage des distributions prévues</li> <li>➤ Nombre d'écoles appuyées par le PAM</li> <li>➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et non alimentaires, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus</li> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type, en pourcentage des distributions prévues</li> <li>➤ Quantité d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type, en pourcentage des distributions prévues</li> <li>➤ Quantité d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type, en pourcentage des distributions effectives</li> </ul>	<p>Des ressources sont mobilisées</p> <p>Le Gouvernement tient ses engagements</p> <p>Les données disponibles sont exactes</p> <p>La communauté et les organisations non gouvernementales participent aux opérations</p>



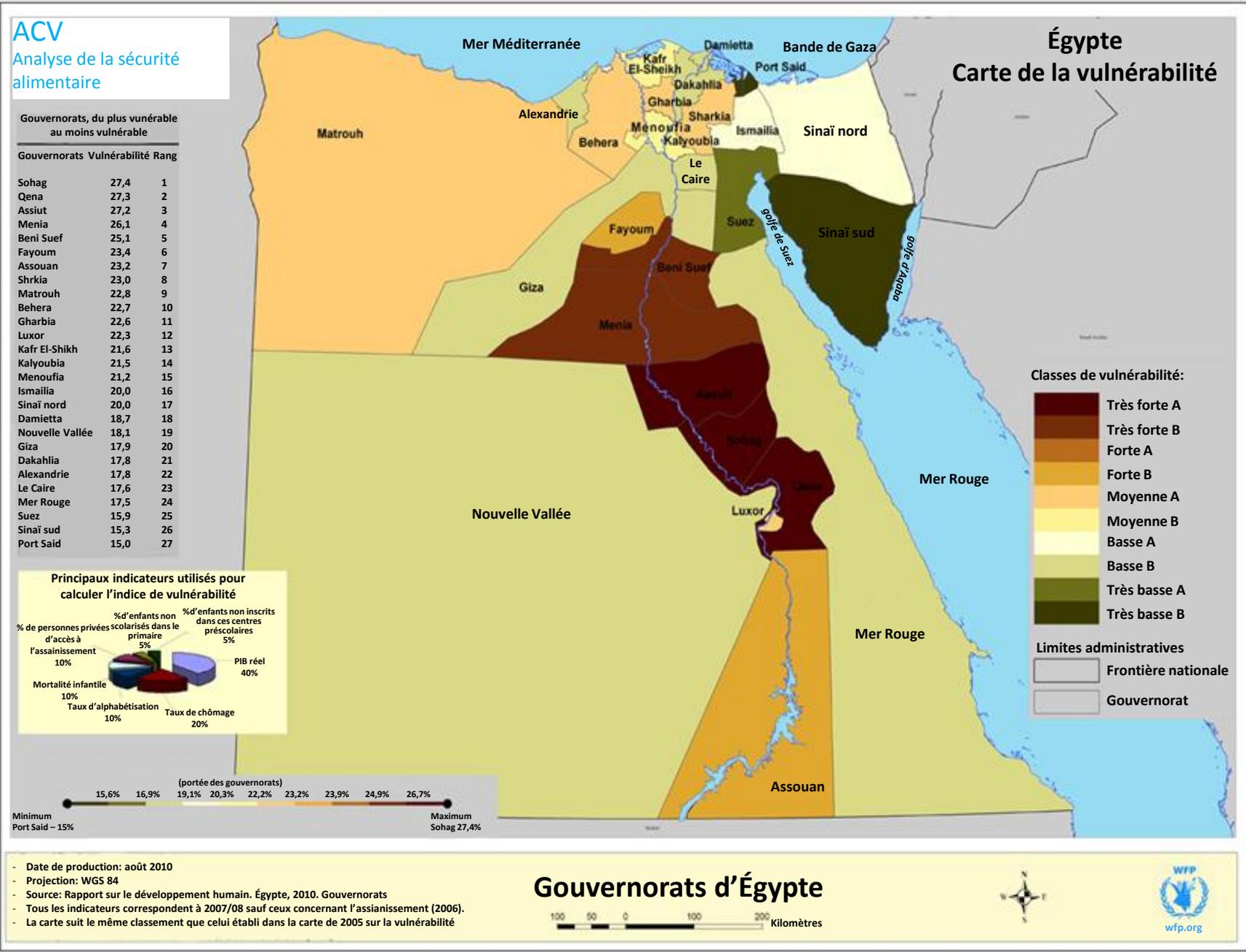
## ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p><b>Objectif stratégique 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux</b></p> <p><b>Buts – Utiliser le pouvoir d’achat du PAM pour appuyer le développement durable des systèmes destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle et faire de l’assistance alimentaire et nutritionnelle un investissement productif dans les communautés locales; et renforcer les capacités des pays de formuler, de gérer et d’appliquer des politiques, programmes et outils visant à prévoir et à atténuer la faim</b></p> <p><b>Composante 1 – Appui aux réformes par un renforcement des capacités</b></p>		
<p><b>Effets directs:</b></p> <p>Multiplication des possibilités de commercialisation au niveau national grâce aux achats effectués localement par le PAM à des conditions avantageuses</p> <p>Élargissement du cadre directeur national afin d’intégrer des solutions au problème de la faim destinées à renforcer la sécurité alimentaire<sup>1</sup></p>	<p><b>Indicateurs d’effets directs:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Produits alimentaires achetés sur les marchés locaux, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays</li> <li>➤ Financement et mise en œuvre, selon les prévisions, des solutions au problème de la faim figurant dans les PNUAD et les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté tels qu’approuvés</li> </ul>	
<p><b>Produits:</b></p> <p>Produits alimentaires achetés localement</p> <p>Capacités et sensibilisation renforcées au moyen des actions/formations organisées par le PAM</p>	<p><b>Indicateurs de produits:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantité de produits alimentaires achetés localement, par type et catégorie de pays</li> <li>➤ Produits alimentaires achetés localement, en pourcentage de la quantité totale de produits alimentaires achetés</li> <li>➤ Nombre de plans d’action nationaux allouant des crédits budgétaires à des stratégies de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de lutte contre la faim</li> <li>➤ Nombre de personnes formées à l’évaluation des besoins, au ciblage, à la gestion des vivres (quantité et qualité), à l’analyse des marchés, à la gestion de l’information et aux procédures locales de soumission des appels d’offres, ventilé par sexe et par catégorie (PAM, Gouvernement et personnel des partenaires)</li> </ul>	<p>Les nouvelles connaissances et compétences sont utilisées</p> <p>Un personnel qualifié est mis à disposition</p>



<sup>1</sup> Les solutions au problème de la faim destinées à renforcer la sécurité alimentaire comprennent l’alimentation scolaire, les évaluations des besoins, le ciblage, la gestion des vivres en termes quantitatifs et qualitatifs, l’analyse des marchés, la gestion de l’information, l’analyse de la problématique hommes-femmes et les procédures locales de soumission des appels d’offres.

ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'emplois
VPF	Vivres pour la formation